



La Méditerranée, zone de fractures

(Marseille le 12 septembre 2023)

Christophe Bieber, Marie-Arlette Carlotti,

Marc Lopez, Isabelle Rovarino

Cette note reprend en grande partie des éléments de l'excellent rapport d'information de septembre 2022 de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat intitulé « La France face au jeu des puissances en Méditerranée », commis par les deux rapporteuses Catherine Dumas et Isabelle Raimond-Pavero.

Alors qu'avec la guerre en Ukraine le centre des inquiétudes s'est déplacé vers l'Europe centrale et de l'Est, il convient de rappeler les différents enjeux rencontrés par l'Union européenne dans sa partie sud, au contact du bassin méditerranéen.

Le bassin méditerranéen est depuis toujours un lieu d'échanges commerciaux, culturels et humains. Mais les tensions s'accroissent en Méditerranée où convergent les flux de marchandises, d'énergie, d'information et les flux migratoires irréguliers. La territorialisation des espaces maritimes et la découverte de ressources souterraines en hydrocarbure alimentent une hausse des tensions dans cette région.

Le déclenchement de la guerre en Ukraine a accéléré la reconfiguration stratégique en cours en Méditerranée accentuant sa militarisation.

Certaines puissances régionales comme la Turquie et l'Algérie cherchent à se réaffirmer tandis que d'autres comme la Russie et la Chine s'impliquent directement pour défendre leurs propres intérêts.

Pour des raisons géographiques et géopolitiques, l'Union européenne, dont huit États membres ont accès à la Méditerranée, ne peut ignorer ces enjeux et ces tensions.

Les enjeux migratoires

La façade méditerranéenne de l'Europe est un point d'entrée historique pour les flux migratoires à destination du continent. **Les traversées de la Méditerranée depuis la rive Sud pour rejoindre l'Europe sont motivées par une multiplicité de facteurs** qui trouvent notamment leur source dans les déséquilibres croissants qui existent entre les sociétés des deux rives du bassin méditerranéen, tant sur le plan économique que du point de vue de la démographie.

Or la Méditerranée est devenue aujourd'hui la route migratoire la plus meurtrière au monde.

L'Organisation internationale pour les migrations (organisation liée aux Nations unies) a recensé **27 364 morts et portés disparus en mer Méditerranée depuis 2014. Depuis le début de l'année 2023, plus de 2 000 hommes, femmes et enfants sont morts ou disparus.** Ce bilan est déjà plus lourd que celui des quatre années passées.

La Méditerranée constitue le principal point de passage pour les franchissements irréguliers de frontières de l'Union européenne.

Parallèlement, se sont développées de nouvelles routes irrégulières aux marges de l'espace méditerranéen, à l'image de la route terrestre de Chypre.

Mais le bassin méditerranéen concentre également, du fait de sa vaste étendue et de la difficulté d'en assurer le contrôle, **le développement des réseaux de trafics illicites de migrants. Les sanctions pénales inégales prévues dans les pays d'origine ont favorisé le développement de cette « économie criminelle de l'immigration clandestine ».** Il convient donc de proposer une réponse solidaire et déterminée de l'ensemble des pays de l'Union pour lutter contre les réseaux criminels de trafics de migrants.

L'Union européenne s'expose également à un risque d'instrumentalisation des migrations à des fins politiques en Méditerranée, à l'image de l'épisode de tension observé au mois de février 2020 durant lequel les autorités turques avaient laissé 15 000 migrants s'acheminer vers les frontières de l'Union européenne. Les enjeux migratoires en Méditerranée font **l'objet de tentatives dangereuses de récupération à des fins politiques et électoralistes nationales de la part de partis d'extrême droite** dans certains pays d'Europe du Sud, comme en France ou en Italie. Au lieu d'apporter des solutions d'avenir, **ces postures alimentent la défiance entre les deux rives du bassin méditerranéen et le rejet. Ces flux sont alors perçus uniquement à travers le prisme identitaire et sécuritaire au détriment des enjeux humanitaires et d'asile,** valeurs pourtant défendues par l'Union européenne.

Ainsi, **certains gouvernements de pays européens tiennent des discours tendant à criminaliser l'action des ONG humanitaires en les accusant d'agir de manière illégale, de favoriser les migrations et pire, de jouer le rôle de passeurs.** Or celles-ci, c'est indéniable, sauvent des vies humaines et sans elles la situation serait pire.

La présence des ONG humanitaires et leur activité reflètent surtout le manque de coordination européenne en matière de sauvetage. Sylvie Guillaume, députée socialiste

européenne engagée sur les sujets d'asile et d'immigration, propose **la mise en place d'un service public européen de recherche et de sauvetage en mer**, actuellement du ressort uniquement des Etats. Cette piste est à creuser face à l'urgence de la situation et au besoin d'apporter une réponse concrète et concertée au regard du drame humain qui se joue en méditerranée.

Un nouveau pacte de solidarité sur le migration et l'asile a été présenté le 23 novembre 2020 par la Commission européenne. Le Parlement européen et le Conseil de l'UE se sont engagés à finaliser ce Pacte pour février 2024. **Nous serons donc attentifs à ses conclusions et aux réponses apportées.**

Nous pensons que **l'Union européenne doit se saisir pleinement de ces enjeux migratoires, autant d'un point de vue humanitaire que sécuritaire et politique.** Nous ne sommes pas naïfs, ces enjeux impliquent parfois des risques sécuritaires (infiltrations et passages de terroristes, etc.) **mais les actions à envisager ne doivent pas se faire au détriment de nos valeurs européennes.**

Une zone stratégique et disputée

- **Un espace maritime contesté**

Les règles de territorialisation des espaces maritimes prévues par le droit international s'appliquent plus difficilement en Méditerranée, du fait de son exigüité. Par conséquent, **il existe dans l'espace méditerranéen des « zones grises » revendiquées simultanément par plusieurs États.**

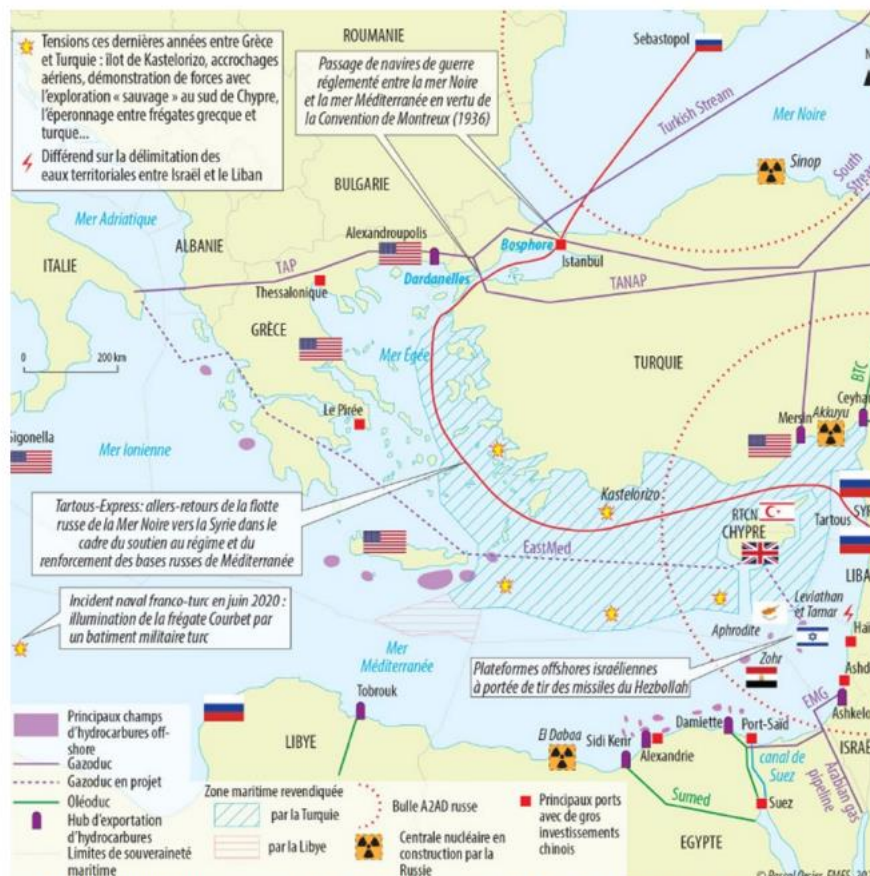
Deux éléments sont venus renforcer les tensions liées aux revendications concurrentes en Méditerranée :

- l'adoption par les autorités turques de la doctrine révisionniste de la « Patrie bleue » revendiquant un espace maritime de 462 000 km² en contradiction avec les droits souverains revendiqués par la Grèce et Chypre. Cette politique a conduit par exemple à la signature en 2019 d'un accord entre la Turquie et la Libye sur leur frontière internationale commune, dénoncé par l'Union européenne comme contraire au droit international ;

- les découvertes à partir des années 2000 d'importantes réserves d'hydrocarbures au large des côtes israéliennes, chypriotes et égyptiennes représentant un stock estimé à 1,7 Md de barils de pétrole et 3 452 Md de m³ de gaz naturel au total.

C'est dans ce contexte qu'on assiste à une multiplication des incidents en Méditerranée orientale, illustrée notamment par l'interception en 2018 par des navires militaires turcs d'un navire d'exploitation d'hydrocarbure (Saipem 12000) se rendant dans sa zone de travail au large de Chypre ou par l'illumination à l'été 2020 de la frégate française Courbet par des navires turcs. Ces incidents maritimes, auxquels s'ajoutent des épisodes récents de violation de l'espace aérien grec par la Turquie et des déclarations menaçantes du président turc contre la Grèce pendant l'été 2022, contribuent à maintenir une situation d'instabilité en Méditerranée orientale et à nourrir le risque d'une escalade militaire.

La présence dans le bassin levantin de l'île de Chypre, dont un tiers du territoire est occupé depuis près de cinquante ans, est un autre motif de renforcement des tensions dans cette région. L'emprise croissante de la Turquie sur la partie nord de l'île où sont stationnés 35 000 militaires auxquels s'ajoutent les drones Bayraktar TB2 récemment déployés sur la base aérienne de Geçitkale, accroît la tension.



Source : FMES, 2022, Atlas stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient, © P. Orcier

- **Un réseau de câbles sous-marins très dense**

Du fait de sa compacité et de la croissance rapide des échanges d'information entre l'Europe et l'Asie, la Méditerranée concentre un réseau très dense de câbles sous-marins de communication qui véhiculent, à l'échelle mondiale, 98% des flux internationaux de données. Si la présence de câbles sous-marins de communication en Méditerranée constitue un atout économique pour les entreprises européennes spécialisées dans la pose et l'entretien de ces câbles, elle constitue également une vulnérabilité en cas d'attaque contre cette infrastructure. Alors que 20% des problèmes recensés sur les câbles sous-marins sont d'origine inconnue, le risque d'attaque hybride dirigée contre cette infrastructure critique justifie d'apporter à leur surveillance une attention particulière, spécifiquement en Méditerranée où le maillage des câbles est très dense.

- **Un désinvestissement des États-Unis**

La Méditerranée n'est plus le « lac de l'OTAN » qu'elle était du temps de la Guerre froide. Pour autant, **l'armée étasunienne maintient une présence importante dans la région à travers la VIe flotte** et le déploiement de nombreux militaires aussi bien au nord (Italie, Espagne, Grèce) qu'à l'est (Turquie) et au sud du bassin méditerranéen. Cependant, **la présence étasunienne en Méditerranée n'a plus le même effet stabilisateur**. En effet, la réticence croissante de l'opinion étasunienne vis-à-vis des opérations extérieures dont témoigne le refus des États-Unis d'intervenir en Syrie à l'été 2013, ainsi que **le déplacement des priorités étasuniennes vers la région Indopacifique se traduisent par un désinvestissement relatif des États-Unis en Méditerranée**. Cette évolution pèse sur les équilibres régionaux à moyen terme.

La réaffirmation des acteurs régionaux

- **La Turquie**

Depuis son intégration à l'OTAN en 1952, **la Turquie se présente comme un État-pivot entre l'Occident et le Moyen-Orient**. L'arrivée au pouvoir du parti de la justice et du développement (AKP) en 2002, s'est traduite par un renforcement de la présence de la diplomatie turque sur la scène internationale et une émancipation progressive de ses partenaires de l'Alliance atlantique à l'image de son rapprochement avec la Russie, qui est également lié au fait que la Turquie est dépendante aux importations d'hydrocarbures qui représentent 90% de sa consommation.

Cette affirmation progressive sur la scène régionale en Méditerranée a été illustrée par **l'implication militaire de la Turquie dans le conflit en Syrie** à travers trois opérations menées entre 2016 et 2019, en se concentrant sur la frontière turco-syrienne.

Plus récemment, **la Turquie est intervenue militairement en Libye** par l'envoi de 2 000 mercenaires syriens engagés en soutien du Gouvernement d'accord national (GNA) en 2020 et par le **soutien actif aux troupes azerbaïdjanaises dans le cadre de la guerre du Haut-Karabagh** qui les a opposé à l'armée arménienne entre septembre et novembre 2020.

Cette militarisation de la politique étrangère turque, observée également par sa position offensive en Méditerranée orientale, est accompagnée depuis les années 2000 par une stratégie efficace de développement d'une base industrielle et technologique de défense (BITD) au service de l'autonomie stratégique des forces armées turques. Au-delà du développement de son industrie navale, l'industrie de défense turque s'est notamment développée dans le domaine aérien en bénéficiant du succès remarquable du drone tactique armé TB2 de l'entreprise Bayraktar conçu en 2014 et exporté depuis dans treize pays dont l'Azerbaïdjan, le Qatar, l'Ukraine et le Maroc.

- **L'Égypte**

La découverte au large des côtes égyptiennes des gisements de gaz Zohr et Nour respectivement en 2015 et 2018 a renforcé **le positionnement stratégique de l'Égypte comme carrefour stratégique (hub) énergétique en Méditerranée orientale**.

L'accueil par l'Égypte du siège du Forum du gaz en Méditerranée orientale (EMGF) créée en 2019 avec Chypre, la Grèce, l'Italie, Israël, la Jordanie et la Palestine, ainsi que la France depuis 2021, illustre la volonté de la diplomatie égyptienne de maintenir ses bonnes relations avec ses partenaires européens dans le bassin levantin et avec Israël avec qui elle collabore pour lutter contre le djihadisme dans le Sinaï.

Sur le plan militaire, la volonté affichée des autorités égyptiennes de lutter contre l'islam politique a motivé l'implication indirecte de l'Égypte dans le conflit libyen au soutien de K. Haftar entre 2014 et 2020, avant de concentrer son action sur la sécurisation de la frontière égypto-libyenne longue de plus de 1 115 km.

- **L'Algérie**

L'Algérie s'appuie sur la stabilisation de sa situation intérieure depuis la fin de la décennie noire (1992-2002) pour **revendiquer un rôle de puissance régionale en Méditerranée en s'appuyant sur une stratégie de diversification de ses alliances.**

Parallèlement à son partenariat stratégique avec l'Union soviétique puis la Russie, qui a fourni depuis les années 1980 à l'armée algérienne six sous-marins de classe « Kilo » désormais équipés de missiles de croisière naval « Kalibr » d'une portée de 1 000 km au moins, l'Algérie a établi dans la période récente une relation privilégiée avec la Chine.

La Chine a remplacé depuis 2012 la France au premier rang des partenaires commerciaux de l'Algérie et elle a investi dans de nombreux projets d'infrastructure (nouvel aéroport d'Alger, la grande mosquée d'Alger, le port en eau profonde d'El Hamdania). **Sur le plan stratégique, la Chine est désormais le deuxième fournisseur des forces armées algériennes**, alors que le budget de la défense représente en Algérie, avec 6,5% du PIB, le premier budget de l'État.

La dégradation des relations avec le Maroc depuis l'été 2021 autour de la question du Sahara occidental et le risque d'une escalade militaire entre les deux pays remet néanmoins en question la stabilisation par l'Algérie de son environnement régional.

Le réinvestissement des puissances globales

- **La Russie**

La Méditerranée revêt une importance particulière pour la diplomatie russe : **l'accès aux mers chaudes constitue pour la Russie un objectif stratégique traditionnel.**

Elle déploie à ce titre d'importants moyens militaires dans le bassin méditerranéen. Le renforcement de la présence militaire russe en Méditerranée est intervenu pendant la guerre en Syrie, dans laquelle la Russie a été directement impliquée à partir de 2015. Sa coopération avec le régime de B. Al Assad lui a permis de consolider sa présence militaire à l'est du bassin levantin en agrandissant la base aérienne russe de Hmeimim et en signant en 2017 un accord prévoyant le maintien pendant au moins 49 ans de sa base navale de Tartous, qui peut accueillir jusqu'à onze navires de guerre.

Sur le plan diplomatique, la Russie a renforcé ses liens avec la Turquie, qui représente un enjeu majeur du fait du contrôle turc des détroits séparant la mer Noire de la Méditerranée.

Sur le plan militaire, la coopération russo-turque s'est traduite par l'acquisition en 2019 de systèmes de défense antiaériens S-400 par la Turquie, malgré l'opposition étasunienne. Sur le plan civil, les deux pays ont renforcé leur coopération dans le domaine énergétique avec l'inauguration en 2020 du gazoduc TurkStream reliant les deux pays et avec la construction de la première centrale nucléaire civile turque à Akkuyu par l'énergéticien russe Rosatom à partir de 2018.

- **La Chine**

La présence chinoise en Méditerranée est encore essentiellement économique, bien que la sécurisation de cette route commerciale soit déjà devenue un enjeu majeur pour la Chine au regard de l'importance du commerce maritime qui représente 80% de ses échanges avec l'Europe.

Pour renforcer sa présence dans les infrastructures portuaires du pourtour méditerranéen, **la Chine a massivement investi depuis les années 2000. Le groupe chinois COSCO possède désormais des intérêts dans neuf terminaux portuaires méditerranéens** situés en Égypte (Port-Saïd, Damiette), en France (Fos-Marseille), en Turquie (Ambarli), en Grèce (Le Pirée), en Italie (Vado Ligure) et en Espagne (Valence).

Sur le plan militaire, la marine chinoise a réalisé en 2015 son premier exercice militaire en Méditerranée à travers la participation de deux frégates et d'un pétrolier-ravitailleur à l'exercice « Joint Sea » organisé conjointement avec la marine russe. Si la flotte chinoise ne dispose pas à ce stade d'une base militaire en Méditerranée, le précédent de Djibouti laisse supposer que l'ouverture d'une telle base pourrait intervenir à moyen terme, d'autant que de nombreux ports méditerranéens accueillant des investissements chinois pourraient être convertis en base duales.

Les risques environnementaux

La Méditerranée, qui ne représente que 1% des eaux de la planète, constitue toutefois un important réservoir de biodiversité, mis en danger par la dégradation accélérée de l'environnement :

- **la dégradation du milieu marin en Méditerranée** est liée à plusieurs facteurs dont l'intensification du trafic maritime et du tourisme dans la région depuis les années 1970 ;
- **le flux annuel de touristes** est passé de 58 millions de personnes en 1970 à 360 millions en 2017 ;
- **la pêche** : le stock halieutique en Méditerranée considéré comme surexploité pour 78% des espèces présentes dans la zone.

À moyen terme, **la poursuite de la trajectoire actuelle pourrait avoir d'importantes conséquences géostratégiques liées à l'augmentation des flux migratoires ou à la préservation de la sécurité alimentaire des pays de la zone.**

Les pistes de réflexions

- **Améliorer la coordination entre les pays européens au sein de Frontex et lui allouer les moyens nécessaires** afin de mener à bien sa mission communautaire mais aussi d'éviter d'éventuelles instrumentations politiques de certains gouvernements européens à des fins électorales.
- **Multiplier les zones délocalisées d'accueil et d'enregistrement des migrants** appelés « hotspots » aux marges de l'Union européenne ou à l'extérieur en respectant des règles humanitaires, sanitaires et d'accueil dignes.
- Envisager la mise en place concrète d'un service public européen de recherche et de sauvetage en mer.
- **Rationaliser la coopération entre l'Union européenne et l'OTAN en Méditerranée** : le bassin méditerranéen constitue le flanc sud de l'Alliance atlantique, qui est présente en Méditerranée depuis la Guerre froide sans que la disparition de l'Union soviétique au début des années 1990 n'ait remis en cause cette présence. Pourtant, alors que l'adoption de la Boussole stratégique de l'Union en mars 2022 puis du Concept stratégique de l'OTAN en juin 2022 témoigne d'une convergence d'analyse entre les deux organisations, **cette convergence ne s'est pas traduite par un rapprochement entre les deux organisations sur un plan stratégique ou opérationnel.**

Il apparaît aujourd'hui primordial de rationaliser la coopération entre les deux organisations en précisant la répartition des rôles et leur complémentarité en Méditerranée. C'est d'autant plus nécessaire que l'Union européenne sera amenée à y avoir une importance croissante du fait de la réorientation des priorités stratégiques étasuniennes vers l'Asie.

Ce point pose la question de la construction et du renforcement de l'Europe de la défense/de la défense de l'Europe.

- **Présence militaire en Méditerranée** : la France, en tant que seule puissance nucléaire de l'Union européenne, a un rôle à jouer en collaboration étroite avec les autres armées des pays européens. **Un amendement au rapport annexé de la Loi de programmation militaire 2024-2030, présenté par les sénateurs et sénatrices socialistes et adopté, propose par exemple « une étude sur le coût et la viabilité du maintien en service après 2040 du porte-avions Charles de Gaulle dans le bassin méditerranéen ».** Le remplacement du porte-avions Charles de Gaulle à l'horizon 2038-2040 a été annoncé par la ministre des Armées, Florence Parly en octobre 2018 par un porte-avions de nouvelle génération. Depuis ces annonces, la situation géopolitique a fortement évolué avec une augmentation des menaces dans plusieurs zones du monde,

notamment en Méditerranée et dans l'Indopacifique. **Envisager le maintien du Charles de Gaulle en parallèle du nouveau porte-avions permettrait d'assurer une présence militaire et géostratégique dans ces deux zones.**

Conclusion

La Méditerranée borde l'espace européen. **A ce titre, tous les pays qui composent l'Union européenne sont concernés par ce qui s'y jouent, de l'Espagne à la Lituanie.**

Or depuis le milieu des années 1990 et le lancement du « processus de Barcelone » (1995), la stratégie de l'Union européenne en Méditerranée a une dimension essentiellement économique ayant pour but de favoriser l'intégration régionale entre les économies et les sociétés des deux rives de la Méditerranée.

A présent, l'Union européenne doit jouer un rôle stabilisateur dans ce voisinage proche afin de prévenir le risque croissant d'escalade militaire, d'apaiser les tensions mais aussi défendre ses propres intérêts géostratégiques.

Aux risques décrits précédemment, s'ajoute celui de la résurgence du terrorisme et du djihadisme sur la rive sud de la méditerranée en raison notamment de la dégradation de la situation sécuritaire en Libye, en proie à une guerre civile larvée depuis la mort de Kadhafi.

Avec la guerre en Ukraine, l'Union européenne a montré qu'elle était en capacité de présenter un front uni sur des thématiques de sécurité et de défense sur lesquelles on ne l'attendait pas ou plus. Pire, on la jugeait incapable d'une réaction de force. **Une politique européenne de défense n'est plus un sujet tabou ou une chimère, elle devient une réalité à construire face à la situation crue du monde actuel.** Les différents enjeux sécuritaires et migratoires dans le bassin méditerranéen demandent la même énergie et attitude, ainsi que **l'usage tant du soft power classique que celui du hard power et du rapport de force.** **L'Union européenne est plus qu'une puissance normative.**